

La désidéologisation de l'enseignement supérieur dans la République Socialiste Soviétique de Moldavie (RSSM)

LILIANA ROTARU

LA RESTRUCTURATION sous Gorbatchev (1985-1991) - processus complexe et ambigu de transformation et de modernisation de la société soviétique, a aussi engendré la réforme de l'enseignement supérieur, or pendant la restructuration, l'école supérieure de l'Union Soviétique se dégradait rapidement¹. Le système de formation des universitaires pour l'économie nationale devait être adaptée et approprié aux nouvelles réalités socio-économiques et politiques, et il devait être flexible afin de répondre rapidement et habilement aux changements et aux besoins économiques et être aussi conforme aux normes internationales.

Par rapport aux transformations complexes qui ont lieu dans L'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (l'URSS) dans la deuxième moitié des années '80 et au début des années '90, la restructuration de l'enseignement supérieur a commencé en retard, fait qui a déterminé son caractère récupérateur. C'est seulement en mars 1987, que le Comité Central du Parti Communiste de l'Union Soviétique (PCUS) et le Conseil des ministres de l'URSS ont adopté *les principales lignes directrices de la restructuration de l'enseignement supérieur et secondaire spécialisé* - un document qui était censé réformer l'enseignement professionnel pour l'adapter à la *perestroïka* économique de l'Union Soviétique. Cette réforme devrait toucher la structure économique et politique de l'époque, qui à son tour changeait de manière très onéreuse et réticente, par des méthodes directives et dans les limites du système administratif de gouvernement. Même les titres des documents qui réglementaient la réforme de l'enseignement supérieur, délivrés par les autorités de l'Union, avaient un caractère impératif, bien que les mêmes documents prescrivent la décentralisation et la démocratisation de l'école supérieure.

Le phénomène de la restructuration de l'enseignement supérieur dans la RSS de Moldavie a été l'un des plus ambigus, incohérents et contradictoires: d'une part, l'école supérieure devait être réformée par la mise en œuvre des directives des autorités de l'Union de l'État et du parti², et dans les limites des doctrines soviétiques généralement acceptées - une situation commune et connue tout au long de la période communiste, mais qui ne correspondait plus à la spécificité de la situation socio-économique et politique de

la RSSM, à la position et au rôle des établissements d'enseignement supérieur dans la vie sociopolitique et dans le mouvement social en plein avènement. D'autre part, la décentralisation et la démocratisation de l'enseignement supérieur supposait que l'école supérieure devait avoir la responsabilité d'organiser et de préparer des spécialistes qualifiés, un rôle inhabituel, tant pour les administrations que pour le personnel enseignant des établissements d'enseignement supérieur, qui étaient circonspects et sur la réserve, et aussi méfiants envers les défis de l'époque. Cette logique ambiguë et contradictoire de la réforme, avec des lignes directrices et avec des directives qui étaient parfois incompatibles et qui s'excluaient les unes les autres, s'est expressivement reflétée dans le processus de désidéologisation et de l'humanisation de l'enseignement supérieur - processus qui fait l'objet d'étude de la présente analyse.

Cette fois-ci on comprend par *désidéologisation* un ensemble d'actions ayant pour but notamment l'exclusion de l'idéologie communiste de l'enseignement supérieur soviétique et moldave. Nous allons aborder ce processus premièrement par des actions de désidéologisation de la verticalité du pouvoir, bien que les initiatives qui ont ensuite entraîné la désidéologisation de l'enseignement supérieur soviétique n'avaient pas pour but l'éradication de la composante idéologique de l'école supérieure, mais plutôt l'usage pragmatique du dogme marxiste-léniniste. Les initiatives des autorités de l'Union avaient notamment un caractère formel et de subordination. Deuxièmement, nous allons analyser le processus par un vecteur horizontal axé sur les derniers jours de fondation de l'Union Soviétique et sur la rapide renaissance de la conscience nationale dans la RSSM, facteurs qui ont guidé ce vecteur sur la qualité et la complexité des contenus scientifiques en général, et des contenus sociaux en particulier, veillant à ce que toutes les composantes de l'enseignement supérieur appartiennent à une construction scientifique et non pas à une construction idéologique.

La *perestroïka* de Gorbatchev a engendré des changements inattendus, parfois accélérés et indésirables de la structure idéologique de la société soviétique. Ces métamorphoses ont surtout affecté l'idéologie officielle. Le nouveau cours, initié par Mikhaïl Gorbatchev au milieu des années '80 a été lancé sous le slogan «Plus de démocratie, plus de socialisme!» et le terme *accélération* a été rapidement remplacé par *glasnost* et *perestroïka*. Ainsi, l'idéologie officielle se tournait ou/et évoluait lentement vers le socialisme démocratique. Cependant, celui-ci était promu et mis en œuvre par l'ancien appareil idéologique, donc dans les limites de la doctrine marxiste-léniniste. Le discours public officiel portant sur la restructuration de l'enseignement en général, et de celui supérieur en particulier, était tempéré, hésité et parfois intentionnellement retardé.

L'école supérieure avait la mission «d'assurer le mouvement accéléré de la société socialiste, de dynamiser les transformations de l'économie et de perfectionner les relations sociales et la restructuration de tous les aspects de la vie»³, mais c'est seulement en mars 1987, que le Comité Central du PCUS a délivré le premier document qui prévoyait «des mesures visant à améliorer la formation et l'utilisation dans l'économie nationale des spécialistes qualifiés ayant des études supérieures » et qui signalait l'école supérieure et les autorités de l'état et du parti sur l'impératif «d'améliorer la formation des spécialistes qualifiés», mais aussi «la compétence professionnelle des ceux-ci», «à combiner harmonieusement avec la conviction idéologique [...], avec une grande moralité com-

muniste, le patriotisme soviétique et de l'internationalisme socialiste»⁴. Ainsi, les autorités communistes cherchaient une logique binaire, mais contradictoire - en essayant de combiner la professionnalisation de l'enseignement supérieur, qui ne pouvait pas être atteinte sans l'adoption des réalisations scientifiques et technologiques universelles, en gardant tout l'arsenal et la rhétorique idéologique qui, contrevenait à la première.

La perestroïka économique et les lois de l'économie de marché ont involontairement engendré des transformations sociales et des changements radicaux de mentalité dans la société soviétique, y compris dans le milieu universitaire et parmi les étudiants. Tardivement, mais conscient de ces métamorphoses dangereuses, le PCUS vise à préserver «les convictions idéologiques» dans l'enseignement supérieur en exploitant l'arsenal offert par les sciences sociales réputées en tant que «la base durable de la formation de la vision marxiste-léniniste sur le monde et des convictions idéologiques du spécialiste». La crise du système soviétique, a cependant, érodé la confiance et a affaibli l'intérêt des étudiants envers les sciences sociales «idéologiques»⁵. Pour rétablir l'orientation active et durable des étudiants vers ces sciences à l'époque de *la glasnost*, de manière que celles-ci assurent la mise en place des objectifs de la restructuration, le Comité Central (CC) du PCUS imposait à prendre des mesures pour optimiser l'enseignement des cours sociaux en reliant le contenu livré aux décisions de divers forums du PCUS qui pouvaient «expliquer le rôle révolutionnaire et réformiste du Parti Communiste de l'époque»; «par l'étude systématique et approfondie des œuvres de Marx, Engels et Lénine et des documents du PCUS»; en élaborant des curricula et des manuels uniques pour *l'Histoire* du PCUS, *la Philosophie*, *l'Économie politique*, pour le *Communisme scientifique* et en introduisant un examen de fin d'études supérieures au marxisme-léninisme⁶.

Outre le fait que le prétendu recalage idéologique de l'école supérieure devait transformer l'ancien système sociopolitique, culturel et éducatif, il devait toucher aussi les mêmes cours idéologiques, obligatoires par ailleurs pour tous les domaines de formation professionnelle universitaire – *l'Histoire du PCUS*, *la Philosophie marxiste-léniniste*, *le Communisme scientifique*, *l'Éthique et l'esthétique marxiste-léniniste*, *l'Athéisme scientifique*, *l'Histoire de la philosophie* et *l'Histoire de l'URSS*. Les sciences fortement idéologisées représentaient environ 20 pour cent du nombre des unités du plan et environ 12 à 15 pour cent du total des heures de cours⁷, restant inamovibles dans les plans et les curricula. Bien qu'elle appelle à la démocratisation et à l'humanisation de l'enseignement supérieur, dans la première phase de *la perestroïka* de l'enseignement supérieur (1987-1989), la soi-disant «restructuration» des sciences sociales était superficielle et conjoncturelle.

Les décennies communistes ont créé des mentalités et des réflexions impropres à la liberté de conscience et à la liberté d'initiative, de sorte que les «invitations» des autorités soviétiques à l'adaptation idéologique de l'enseignement supérieur aux besoins de la perestroïka resteraient sans signification et dépourvues de fond si elles n'étaient pas complétées par les revendications du mouvement national de la RSSM qui a initialement complété et a ensuite réorienté le recalage idéologique envisagé par Moscou.

En plus de nombreuses conséquences, la revendication en douceur de l'ajustement idéologique, encore accompagnée des revendications nationales du mouvement national de la RSSM, ont tout d'abord engendré des transformations conjoncturelles dans la structure et la configuration du personnel académique des écoles supérieures de la RSSM.

La restauration de l'enseignement supérieur, telle que comprise par les membres du personnel académique de la RSSM, en combinaison avec d'autres processus et des événements de l'époque, en particulier l'adoption de la législation linguistique qui institutionnalisait la langue roumaine et l'alphabet latin, y compris dans l'enseignement⁸, a renouvelé le personnel des enseignants chercheurs. Celui-ci, encore divisé par les «règles sociales» influençant généralement les environnements académiques en formation, comme celui de la RSSM, (le conflit intergénérationnel, les conflits internes, parfois personnels, les conflits entre les groupes universitaires, etc.) a repris une nouvelle configuration à la fin des années '80, créant des groupes universitaires non officiels en fonction des intérêts collectifs, le plus souvent sur des principes ethnolinguistiques.

Le personnel enseignant russophone (pas nécessairement les Russes ethniques ou les Ukrainiens, qui représentaient souvent la population indigène russifiée) des établissements d'enseignement, craignant le «danger» de perdre le monopole de la langue russe dans l'enseignement supérieur et en même temps ses positions privilégiées, mais craignant aussi certains «dangers imaginaires» liés à l'officialisation de la langue roumaine, s'est formellement réuni pour s'opposer à des changements d'origine nationale. Il y avait d'autres raisons pour que certains professeurs se retrouvent dans ce groupe – en commençant par les raisons mesquines avec des préoccupations égoïstes (par exemple le maintien de la position sociale, professionnelle, etc.), les confusions de la conscience (les brèches dans l'axe de la valeur entraînées par les effets de *la glasnost*) et en finissant par des convictions intimes dans la vérité et la victoire du marxisme-léninisme.

Mais tous les enseignants sont convenus de maintenir (parfois avec de petits changements) et d'exploiter l'ancienne idéologie pour préserver leur position dans l'enseignement et, à travers celle-ci, leur position dans la société. Même si certains d'entre eux étaient conscients de l'impossibilité de professionnaliser l'enseignement supérieur sans le désidéologiser, ils restaient solidaires aux intérêts collectifs, car seulement ceux-ci garantissaient la préservation de leur place, de leur emploi et des leurs privilèges. Cette catégorie, majoritaire par ailleurs, a été la plus réticente dans le processus de désidéologisation de l'enseignement supérieur dans la RSSM. Certains d'entre eux, bien qu'ils ont formellement accepté l'indépendance de la République de Moldova, sont restés dans le domaine de l'enseignement, mais étant touchés par différentes crises – d'identité, de conscience, etc.- ils étaient ceux qui avaient contribué à la préservation, parfois à l'accentuation, de la crise d'identité des citoyens de la République de Moldova et à leur oscillation entre l'Ouest et l'Est.

Les documents d'organisation et de suivi de l'activité didactique et scientifique des chaires universitaires (dirigées habituellement par les russophones) restaient même à cette époque-là rédigés en russe (la langue de communication restant aussi le russe pour les réunions à la chaire) et les documents exploitaient davantage la terminologie soviétique spécifique. Ceux-ci concernent uniquement l'organisation du processus didactique, l'inclusion dans le curriculum de sciences humaines et/ou idéologiques des documents programmatiques du parti des derniers congrès, conférences et d'autres réunions du PCUS ou du Parti communiste moldave (PCM) et d'autres travaux courants⁹. De surcroît, même après la formulation d'une politique de transparence et d'ouverture (*la glasnost*) lorsque la presse républicaine critiquait instamment des aspects de la vie ou des périodes de

l'histoire soviétique et formant une coalition avec le mouvement national de la RSS de Moldavie, misait sur la publication des articles revendiquant la renaissance nationale, beaucoup d'universitaires insistaient sur la nécessité de «travailler plus à l'amélioration de l'apprentissage [des cours idéologiques], de manière qu'on n'ait pas de positions différentes sur les sujets qu'on enseigne». ¹⁰ La plupart des professeurs allophones, les plus nombreux aux chaires, passaient sous silence tout ce qui concernait les revendications nationales, misant sur l'approche «rien n'a changé», certains étant même fermement convaincus que «la langue russe deviendrait langue d'état» ¹¹.

Le personnel universitaire, fidèle aux stéréotypes idéologiques et politiques, se méfiait de *la restructuration* de l'école supérieure ¹², même sans se rendre compte que s'il voulait une modernisation de l'enseignement supérieur, les dogmes communistes étaient devenus anachroniques. Les directives des autorités de l'état et du parti indiquaient des changements et, comme c'était le cas dans l'Union Soviétique, les chaires essayaient des solutions formelles, sans toucher au fond du problème, mais pour signaler que des mesures avaient été prises. Cependant, parfois la peur ou le manque de désir de changement était si profond qu'il y avait des situations absurdes et ridicules, comme avec les tentatives de changer le nom et/ou de remplacer les cours idéologiques dans les curricula. Alors que les nouveaux titres proposés pour *le cours d'Histoire du PCUS – l'Histoire du PCUS et le mouvement communiste et ouvrier, et/ou l'Expérience historique du PCUS et le mouvement ouvrier* n'auraient pas engendré des changements significatifs dans le contenu enseigné, or «le capital idéologique» appris, inoculé et souvent assumé consciemment, empêchait l'intervention des universitaires dans un changement de fond, les derniers ont considéré les initiatives comme irrationnelles, le cours conservant son nom d'origine jusqu'à sa suppression du curriculum universitaire ¹³. Or l'investissement des enseignants dans «les chaires idéologiques» et à la fin des années '80 dans «la lutte contre l'idéologie bourgeoise, contre la pauvreté spirituelle et contre la mauvaise qualité de la culture occidentale» ¹⁴, participant aussi à des activités périscolaires, mais obligatoires pour «l'éducation politico-idéologique, patriotique, morale, athéiste et économique des étudiants» ¹⁵, et les thématiques abordées dans les discussions individuelles et collectives avec les étudiants («Les idées du socialisme et de la perestroïka révolutionnaire», «Le mode de vie socialiste», etc.) confirmaient que la désidéologisation de l'enseignement serait lente, ardue et de très longue durée.

Une autre fraction académique, y compris des «chaires idéologiques», minoritaire au vu de la quantité, a accepté de reformer l'enseignement supérieur, de lancer des discussions et parfois même de mener des actions à cet égard. Habituellement, c'étaient des professeurs roumanophones, issus des générations formées après la seconde guerre mondiale, certains étant des participants actifs ou des partisans du mouvement national. Remarquant «une contradiction dans l'attitude des étudiants vis-à-vis des cours sociaux [...] d'une part, une extension de l'indifférence envers les sujets idéologiques et, d'autre part, une préoccupation parfois intense de certains étudiants pour la vérité du passé, du présent et pour les prévisions du futur» ¹⁶, les professeurs ont essayé, parfois avec hésitation, parfois avec audace, de reconceptualiser leur approche didactique. Certains d'entre eux ont adapté les contenus aux impératifs de la perestroïka, mais dans les limites annoncées par les autorités, abordant les problèmes de nouveauté tels que

«la démocratisation et la création de l'état de droit et même les nouvelles opinions sur les lignes directrices non marxistes de la philosophie contemporaine»¹⁷. Les professeurs recommandaient aussi aux étudiants des articles, des études portant sur les questions historiques ou économiques et politiques de la manière de «la glasnost» et ils parlaient de ces recherches au cours des séminaires, mais dans les limites de la doctrine marxiste-léniniste. Cependant, ces initiatives étaient fragmentées, dépourvues de force, et encore de nature modeste, restant circonscrites à l'idéologie communiste.

Dans la dernière fraction universitaire, il y avait aussi des enseignants qui ont abandonné sans le déclarer, la rhétorique idéologique et qui ont rédigé les contenus des cours qu'ils enseignent en conformité de la science universelle et contemporaine. Ce changement a tout d'abord touché les sciences exactes et naturelles, et puis certaines sciences humaines - l'histoire, la philologie, mais moins, voire pas du tout les sciences sociales, considérées comme idéologiques. Cependant, les changements intervenus dans la société soviétique à la fin des années '80 ont intensifié la diminution de l'autorité des sciences sociales parmi les étudiants. Si au début de l'année scolaire 1988-1989 les étudiants de l'Université d'État de Moldavie demandaient sans gêne aux enseignants «Pourquoi avons-nous besoin de l'athéisme?»¹⁸, les enquêtes sociologiques (menées dans plusieurs universités de l'Union Soviétique) ont démontré qu'en 1989, environ 40 pour cent des étudiants auraient renoncé à ces cours s'ils étaient autorisés, et 1/5 des professeurs qui enseignaient ces sujets considéraient que les sciences sociales étaient dans une crise profonde¹⁹. Comblée par des idées et par des actions nationales d'autant plus désireuses du mouvement national, mais aussi par l'aggravation de l'effondrement économique et politique de l'Union Soviétique, la crise des sciences sociales était de plus en plus aiguë et appelait aux changements urgents.

Les étudiants ont été le principal moteur des transformations: l'initiative des autorités d'introduire le marxisme-léninisme comme examen de fin d'études supérieures pour toutes les spécialités, a provoqué des vives réactions des étudiants qui ont réclamé dans une lettre au nom de la ministre de l'Éducation Nationale D. Zidu²⁰ (également publiée dans les médias²¹), le remplacement de l'examen au marxisme-léninisme par deux examens au profil de spécialité. Bien que les administrations des écoles supérieures reconnaissaient que les principales lacunes des sciences sociales et historiques étaient «le conservatisme, les démonstrations à l'aide des citations, l'analyse superficielle des facteurs historiques, économiques, sociaux tout comme le conjoncturisme»²², et bien que celles-ci demandent aux enseignants de rédiger leur approche didactique, elles sont restées constantes dans leur conservatisme.

La réticence parfois des enseignants, parfois des autorités universitaires, a étendu et a radicalisé la protestation des étudiants contre les «cours idéologiques» - certains d'entre eux ne fréquentaient pas les cours (qui restaient obligatoires), d'autres venaient aux cours pour montrer au professeur le manque d'actualité et de nécessité du cours qu'il enseignait, et encore d'autres «boycottaient» les examens ou se présentaient à l'examen de *l'Histoire du PCUS*, par exemple, sans avoir étudié le sujet (la performance académique des étudiants influençait les indicateurs de qualité des établissements d'enseignement)²³, etc.

Ce n'est que dans ce cas que les institutions étatiques autorisées à gérer l'éducation nationale dans la RSSM se sont saisies de la question. On avait créé *une section pour*

l'enseignement des sciences sociales en subordination du Ministère de l'Éducation Nationale, qui a son tour avait fondé *un conseil des professeurs qui enseignaient les sciences sociales* avec dix sections scientifiques et méthodologiques spécialisées dont le but était de « restaurer et développer les formes d'organisation de l'activité de plus de trois mille professeurs de sciences sociales dans la république »²⁴. Les travaux de ce grand Conseil ont été inefficaces, de telle manière que *le secteur de l'éducation nationale* de la section idéologique du Comité Central (CC) du Parti Communiste Moldave (PCM), qui en septembre 1989 lors de la présentation d'une note informative au Comité Central du PCM, estimait que les sciences sociales et la plupart des professionnels de ce domaine « ne répondaient pas aux exigences du Conseil, ceux-ci ont été préservées dans les limites dogmatiques de la période de stagnation, et qu'ils n'avaient pas de positions idéologiques et pédagogiques déterminées », et les chaires qui assuraient l'enseignement de ces disciplines « ne pouvaient pas échapper aux stéréotypes et aux anciennes tendances et que celles-ci mimaient la restructuration [...] alors que la situation revendiquait l'identification de nouvelles méthodes d'enseignement et la reconstitution du contenu des cours sociaux »²⁵.

Une étape cruciale dans la réorganisation et la transformation des « cours idéologiques » a été l'ordre du Comité d'État de l'URSS pour l'éducation nationale en août 1989 *Sur la restructuration de l'enseignement des sciences sociales dans les établissements d'enseignement supérieur*, ce qui lance une nouvelle étape dans la *Via dolorosa* de la désidéologisation de l'enseignement supérieur dans la RSSM. L'Autorité soviétique réclamait l'inclusion obligatoire dans les curricula de toutes les spécialités des cours sociaux *l'Histoire sociopolitique du XXe siècle*, *la Philosophie*, *l'Économie politique* et *les Problèmes de la théorie du socialisme contemporain*²⁶. Fidèle au centralisme démocratique, le Ministère de l'Éducation de la RSSM va immédiatement doubler l'ordre de l'Union par une lettre instructive *Sur l'enseignement de l'Histoire, de La théorie de la religion et de l'athéisme, de l'Éthique, de l'Esthétique, de l'Histoire de la culture universelle et nationale, de l'Histoire de la Moldavie dans les établissements d'enseignement supérieur, secondaire et professionnel de la RSSM*, qui prévoyait des instructions pour l'exécution de l'Ordre du Comité d'État pour l'éducation nationale de l'URSS et qui « recommandait » aux établissements d'enseignement supérieur d'inclure dans tous les curricula les cours proposés²⁷. L'administration des écoles supérieures moldaves s'est précipitée d'exécuter les « recommandations » du ministère, parfois sans tenir compte du manque du matériel didactique et des ressources du personnel pour les nouveaux cours ou du sort des universitaires qui ont enseigné des cours idéologiques et qui étaient assez nombreux par ailleurs.

Le Sénat l'Université d'État de Moldavie, décide par exemple, le 22 août 1989, le retrait du curriculum des cours *Le communisme scientifique* (discipline universitaire devenue obligatoire en 1963), *l'Histoire du PCUS*²⁸, *l'Éthique et l'Esthétique* et *l'Athéisme scientifique*²⁹ pour l'année d'études 1989-1990, disposant simultanément la réorganisation des chaires responsables de l'enseignement de ces cours. Ainsi, les chaires *Éthique et Esthétique*, *l'Athéisme Scientifique* et *le Communisme scientifique*³⁰ ont été réorganisés en deux chaires interuniversitaires *l'Histoire et la théorie de la culture universelle et nationale* (qui ont réuni *in corpore* le personnel des deux premières chaires) et *Politologie et théorie du socialisme* (ayant à la base la chaire Communisme scientifique)³¹. La même année, le Sénat de l'université décide de remplacer le cours *La philosophie marxiste-léniniste* - oblig-

atoire pour toutes les spécialités, par *l'Histoire de la pensée philosophique* - également obligatoire dans tous les curricula, même de l'année d'études 1989-1990³² et il décide d'introduire des cours obligatoires pour tous les programmes *l'Histoire de la culture universelle et nationale, l'Histoire et la théorie de la religion et de l'athéisme*³³, ainsi que des cours facultatifs *la Sociologie, la Politologie, La psychologie sociale, Les fondements des sciences économiques* et *l'Histoire de la pensée économique* (en fonction du profil professionnel) de l'année suivante (1990-1991)³⁴.

À court terme, la rédaction des curricula, «recommandées» par les autorités, et la transformation des «chaires idéologiques» n'ont été qu'un changement des termes de l'équation: le cours *l'Histoire du PCUS* étant remplacée par *l'Histoire sociopolitique du XXe siècle*, ou par *la Politologie*, le cours *la Philosophie marxiste-léniniste* étant remplacé par *la Philosophie* ou par *l'Histoire de la pensée philosophique*, et le cours *le Communisme scientifique* étant remplacé *les Problèmes de la théorie du socialisme contemporain*, etc. Cependant, en pratique les soi-disant «nouveaux cours» étaient enseignés par les mêmes professeurs d'après les anciens curricula, dont certains étaient rédigés formellement en remplaçant les termes, et dans la salle de cours arrivaient les mêmes professeurs avec les mêmes discours endoctrinés et obsolètes, fait reconnu par les étudiants et aussi par certains professeurs³⁵. De surcroît, certaines «chaires idéologiques» - cachées sous d'autres noms, se sont même opposées à la modification des titres des cours qu'elles enseignaient des dizaines d'années et grâce auxquels les titulaires de cours ont eu une certaine autorité et une position privilégiée dans les établissements d'enseignement. Ainsi, en dépit de la décision du Sénat de l'Université d'État de Moldova sur le remplacement du cours *l'Histoire du PCUS* par le cours de *Politologie*, la chaire a décidé que «dans l'année d'études 1989-1990 on enseignera encore *l'Histoire du PCUS* parce qu'on n'a pas mis au point aucun programme analytique ou d'autres curricula pour le nouveau cours», mais aussi parce qu'on n'a pas trouvé de professeurs qui s'assureraient la responsabilité d'enseigner le nouveau cours, le chef de la chaire affirmant que «le Ministère de l'Éducation Nationale n'insiste non plus sur l'enseignement de nouveaux cours, d'autant plus qu'on n'a pas de manuels»³⁶.

Cependant, à long terme, ces lignes directrices des autorités de l'État ont contribué au commencement d'une nouvelle phase dans le difficile processus de la désidéologisation de l'enseignement supérieur. Même l'exclusion des termes spécifiques à l'éducation idéologique des titres des cours peut entraîner des changements avec le temps, au moins dans la perception des ceux qui ont été formés, et demande aux professeurs une adaptation des contenus enseignés aux titres. De plus, les autorités permettaient avec une certaine timidité aux établissements d'enseignement d'introduire dans les curricula certains cours comme *la Sociologie, la Politologie, la Psychologie sociale*, etc.³⁷ – cours et domaines de recherche précédemment non reconnus ou éloignés des curricula universitaires. Bien que l'inclusion des nouveaux cours était lourde et bureaucratique, accompagnée d'une pénurie de professionnels qui pourraient assurer l'enseignement des ceux-ci, «ces détachements» institutionnels ont donné de l'élan à la désidéologisation, en commençant le processus de remplacement des cours idéologiques, de forme au début et de fond plus tard, lorsque les contenus idéologiques et/ou idéologisés seront également abandonnés. La victoire a été modeste, assurée aussi par des facteurs objectifs,

or les demandes des étudiants et des autorités ne pouvaient pas être couverts ni par le personnel qualifié, ni par les curricula nécessaires. Les autorités de l'état ont apporté certaines «libertés académiques» aux chaires assurant l'enseignement des cours idéologiques comme: le droit d'établir l'ordre et la succession des cours socio-humaines dans les curricula; le droit de redistribuer le nombre d'heures pour certains cours et contenus; le droit de déterminer les formes d'évaluation formative et sommative, ainsi que le droit de publier de la littérature didactique en petit tirage qui couvrait le contenu enseigné, etc. Toutefois il y avait peu de professeurs qui à la fin des années '80 étaient formés en dehors de l'espace soviétique, et audacieux, ceux qui s'autoformaient grâce aux contributions scientifiques considérées jusqu'à tout récemment comme «bourgeoises», qui étaient de même très déficitaires à Chisinau.

On ne peut pas négliger les efforts formels des autorités de l'éducation de soutenir de manière méthodologique les préoccupations parfois ankylosantes, des universitaires qui imitaient un comportement réformateur, mais qui cherchaient en réalité à contrôler la restructuration des sciences sociales et humaines. À la fin de l'année 1989, le Ministère de l'Éducation Nationale de la RSSM a organisé un séminaire de formation pour les professeurs des sciences sociales afin de parler des problèmes de la restructuration de l'enseignement des cours et afin de rédiger des projets de curricula pour le cours *l'Histoire sociopolitique du XXe siècle* et pour le cours *les Problèmes de la théorie du socialisme contemporain*. La même année, le ministère intervient en tant qu'organisateur et coordinateur des auteurs collectifs qui devaient élaborer et publier entre 1990 et 1995, des supports de cours en roumain pour les cours universitaires *la Philosophie, l'Économie politique, l'Histoire sociopolitique du XXe siècle, les Problèmes de la théorie du socialisme contemporain* et *l'Histoire de la Moldavie*. Les autorités de l'éducation envisageaient aussi de publier un journal sociopolitique et scientifique - *les Sciences Sociales en Moldavie*, mais aussi d'élaborer un programme complexe - *l'Histoire et les cours sociaux en Moldavie*.³⁸ Le ministère recommandait également aux établissements d'enseignement supérieur de créer des unités complexes composées des chaires, des laboratoires et des cabinets scientifiques afin d'organiser des recherches dans le domaine des sciences sociales et de leurs méthodes d'enseignement.

«Le changement de visage» des sciences et des cours socio-universitaires devait être rapide, selon les autorités de l'Union, le processus étant supervisé de manière vigilante. Pour l'accélérer et le contrôler, à la fin du mois de septembre 1989, le Comité d'État de l'URSS pour l'éducation nationale a élaboré, d'une inertie soviétique, des programmes standards pour tous les nouveaux cours, Moscou «recommandant» à toutes les chaires universitaires de l'Union soviétique d'élaborer leurs propres programmes sur la base des contenus standards³⁹. Le formalisme et la superficialité des autorités soviétiques dans la restructuration des sciences sociales ressortissaient également de la «recommandation» adressée aux chaires spécialisés d'élaborer le curriculum pour le cours *l'Histoire sociopolitique du XXe siècle* sur la base du contenu du cours *l'Histoire du PCUS*. En outre, afin de s'assurer que le curriculum pour le cours *l'Histoire et la théorie de la religion et de l'athéisme scientifique* ne s'écartera pas des dogmes de l'athéisme scientifique, les autorités responsables ont convoqué en novembre 1989 tous les chefs des chaires de l'Union soviétique à une conférence de l'Union à Tachkent⁴⁰.

Le personnel des chaires qui enseignaient les cours idéologiques, désagréablement surpris même par le changement des noms des chaires, fait qui a troublé leur paix et leur confort et qui a mis en danger leur position dans le monde universitaire, a compris rapidement et exactement le caractère des réformes des sciences sociales promues par le centre. La chaire interuniversitaire *Histoire et théorie de la religion et de l'athéisme scientifique*, avec le siège à l'Université d'État de Moldova, a perçu la restructuration de l'enseignement supérieur en changeant le titre du cours et de la chaire⁴¹ et en évitant tout changement des contenus, mais aussi moins des actions de désidéologisation. Selon les membres de la chaire en 1990, le programme analytique mis au point pour «le nouveau cours», «répète tout le contenu de l'ancien curriculum pour le cours *les Principes fondamentaux de l'athéisme scientifique*»⁴² et la série des leçons que la chaire prévoyait à mettre en place en début de l'année d'études 1990-1991, contenait toutes les thématiques de l'athéisme scientifique⁴³. Analysant la méthodologie de l'organisation du travail individuel des étudiants, lors d'une réunion de la chaire, les enseignants ont fait valoir que les étudiants devraient être orientés vers l'étude «des œuvres des classiques du marxisme-léninisme, des livres sacrés et de la littérature didactique», mais parce que les étudiants «n'ont pas d'accès à la littérature religieuse» ils recommandaient de lire l'analyse des livres saints publiés dans la revue *Наука и жизнь*⁴⁴. Ainsi, en changeant les noms on n'a pas modifié les contenus, les chaires ne se précipitaient pas de mettre en œuvre les changements proposés, et le ministre de l'éducation de la RSSM soutenait leur attitude, en leur recommandant «de ne pas se presser, d'attendre, et de se consulter avec Moscou»⁴⁵.

Une nouvelle étape du «chemin de croix» de la désidéologisation de l'enseignement supérieur moldave commence en août 1990, après l'adoption de la décision du Ministère de la Science et de l'Éducation de la RSS de Moldavie *Sur la dépolitisation de l'enseignement*. Rendue sous l'influence directe des événements politiques de l'époque, en particulier la déclaration de souveraineté de la RSS de Moldavie le 23 Juin 1990, les auteurs de l'arrêt, utilisent le terme «dépolitisation» au sens de désidéologisation, or les actions prévues et signalées se rattachent plutôt au processus d'exclusion de l'idéologie communiste de l'enseignement supérieur. Les universitaires disaient aussi que «cette question n'a rien à voir avec dépolitisation, mais plutôt avec la proclamation de la souveraineté»⁴⁶ or le ministère disposait la suppression des chaires d'histoire de l'URSS de toutes les écoles supérieures de la RSSM et indiquait la nécessité d'une réorganisation des cours socio-humaines et l'amélioration de leurs méthodes d'enseignement⁴⁷.

Le vecteur de l'évolution politique de la RSSM, l'enthousiasme engendré par le mouvement national et par ses succès, et en particulier l'adoption de la législation linguistique et la proclamation de la souveraineté de la RSSM- mais aussi les décisions et les indications de l'autorité responsable - ont contribué à une nouvelle tentative de désidéologisation, cette fois-ci des contenus. Certaines chaires universitaires ont commencé une nouvelle réorganisation des cours socio-humaines et la rédaction/ l'élaboration de programmes et de plans de séminaires qui correspondaient aux rigueurs du temps et aux spécificités de chaque domaine de la formation professionnelle. Une nouvelle fois le processus d'élaboration de programmes analytiques pour les cours socio-humaines a été difficile, avec des efforts «exaspérés».

Les membres des chaires responsables - du personnel enseignant ayant une certaine culture académique et surtout idéologique, des personnes qui ont enseigné pendant des décennies des contenus élaborés par Moscou, parfaitement clairs pour eux – or ceux-ci ont été inoculés dans les universités et dans les académies marxistes-léninistes et dans les instituts de recherche de l'histoire du PCUS, des dogmes universelles dans tout l'espace soviétique et au-delà, ils ont dû abandonner les cours qu'ils avaient enseignés et les «vérités» qu'ils ont cru; ils ont dû conceptualiser de nouveaux cours - avec des contenus inconnus ou contraires à leurs croyances; ils ont dû élaborer des textes de cours et d'autres produits du curriculum. Encore plus confus et frustrant pour eux c'était l'enseignement de nouveaux cours parfois aux mêmes étudiants, auxquels ils enseignaient autrefois des sujets idéologiques ou idéologisés avec toute leur conviction dans les vérités qui étaient exposées, et parfois ils devaient aller dans la classe avec d'autres sujets, souvent en contradiction avec ceux enseignés précédemment. La frustration a également été aggravée par le fait que les nouveaux contenus ne pouvaient pas toujours être assimilés, qu'ils n'étaient pas compris, certains restaient inconnus, parfois ils ne savaient même pas quoi faire. Mais les étudiants, frustrés par les métamorphoses de l'époque, mais généralement avides de connaître, et avides de la nécessité de comprendre le contenu du changement qu'ils vivaient, exigeaient des explications aux enseignants, sans les ménager. Vu le fait qu'ils n'avaient pas toujours de réponse aux questions des étudiants, certains professeurs se sont partagés les thématiques des tables des matières du programme analytique des nouveaux cours qui devaient être reconceptualisés et ils rédigeaient des projets des leçons avec un minimum de contenu, puis ils les distribuaient aux collègues de la chaire qui devaient les avoir dans la salle de cours⁴⁸.

Cependant, à ce stade, les changements quantitatifs l'ont emporté sur les changements de fond, les administrations des écoles supérieures signalant le remplacement des «cours idéologiques» par les cours socio-humaines obligatoires et par des cours facultatifs, etc. sans indiquer des changements de contenu démontrant un processus approfondi de désidéologisation par la participation plénière du personnel des enseignants chercheurs des chaires socio-humaines. Même les obstacles dans la dépolitisation de l'enseignement invoqués par certaines universitaires, étaient également de nature quantitative: la charge de travail excessive du personnel des enseignants chercheurs dans les conditions de la reconversion professionnelle et surtout linguistique (pour les russophones), la «pénurie de ressources didactiques, des manuels, des guides méthodologiques rédigés en roumain», les difficultés à organiser des activités didactiques, etc⁴⁹.

L'écart entre les deux associations non formelles du personnel des enseignants chercheurs qui s'est formé dans le processus de restructuration de l'enseignement supérieur était devenu encore plus grand à la fin des années 1980 et en début des années 1990, fait qui a encore influencé la désidéologisation de l'enseignement. Certains professeurs russophones des anciennes chaires idéologiques, hostiles aux changements dans l'enseignement de la RSSM, et en particulier hostiles au passage à la langue roumaine et à l'alphabet latin et à leur désidéologisation, ont quitté leurs postes aux chaires universitaires, certains émigrant même dans des espaces soviétiques russophones. Les professeurs qui sont restés n'ont pas accepté le changement eux aussi, mais ils ont choisi d'apprendre le roumain et d'accepter l'enseignement de nouveaux cours pour rester à la chaire, formant l'ensemble critique qui a

maintenu le processus de désidéologisation dans une longue phase d'inertie. Seuls certains professeurs qui enseignaient des cours socio-humaines, le plus souvent roumanophones, ont contribué à l'élaboration du programme didactique et scientifique pour les cours socio-humaines soumis à la désidéologisation. Certains professeurs ont participé à diverses activités et cours de formation professionnelle, initialement à Leningrad, Kiev, Minsk et dans d'autres universités de l'Union Soviétique, puis, depuis la fin de l'année 1990, en Roumanie; ils ont participé aux séminaires et aux cours de formation donnés par des spécialistes renommés des universités de Roumanie et de l'Europe d'Ouest (par exemple tout le mois de décembre 1990, les enseignants Ovidiu Drâmbă et Viorel Mircea ont donné des cours sur l'histoire de la culture et des civilisations aux professeurs de la RSSM responsables de l'enseignement de ce cours dans les écoles supérieures de Chisinau⁵⁰); les professeurs ont établi des relations avec des chaires similaires de Bucarest, Iasi, Galati et d'autres centres universitaires roumains; la plupart d'entre eux ont personnellement acquis le livre scientifique roumain et d'autres ressources didactiques et scientifiques pour assurer l'enseignement des cours socio-humaines⁵¹.

Les nouveaux cours ont été inclus dans tous les curricula universitaires depuis l'année d'études 1990-1991 dans des conditions sinistres - avec des enseignants hérités des «chaires idéologiques» sans avoir de la littérature scientifique ou d'autres ressources didactiques et scientifiques et dans des conditions sociopolitiques et économiques dévastatrices. Ni les efforts, ni l'exemple de ce dernier groupe d'universitaires n'ont pas suffi à surmonter la réticence et la résistance des professeurs assurant l'enseignement des cours socio-humaines au changement.

Cette fois-ci, les étudiants ont pris l'initiative de la désidéologisation. L'opposition conservatrice a été «brisée» par les étudiants des écoles supérieures de Chisinau. Au début de l'année d'études 1990-1991, les étudiants de l'Institut Pédagogique de Chisinau, de l'Université d'État de Moldave, et de l'Institut Polytechnique de Chisinau ont refusé de fréquenter les cours *d'Histoire et de théorie de la religion et de l'athéisme* et ils ont demandé son exclusion du curriculum, optant pour le remplacement de ce cours par un cours *d'Histoire des religions* et enseigné par un spécialiste avisé et non par des «idéologues du parti»⁵². Les étudiants avaient suffisamment d'arguments pour leur revendication «les professeurs n'ont changé que le nom du cours», disaient-ils, mais ceux-ci enseignent les mêmes contenus que pour *l'Athéisme scientifique*⁵³. Certains doyens ont formé des coalitions avec les étudiants, en essayant d'éliminer le cours du curriculum et, lorsque l'initiative n'a pas eu de succès, les doyens ont annulé l'examen pour ce cours, en dépourvoyant les professeurs d'athéisme de tout mécanisme pour amener les élèves dans les salles de cours⁵⁴. Même pour le cours *l'Histoire sociopolitique du XXe siècle*, qui remplaçait *l'Histoire du PCUS*, ou pour le cours de *Philosophie* qui remplaçait *la Philosophie marxiste-léniniste*, mais aussi pour d'autres cours, les étudiants estimaient également qu'il y avait eu seulement un changement de forme. Pire encore, ils se méfiaient de la capacité des professeurs à enseigner les cours socio-humaines «différemment et d'une meilleure façon»⁵⁵, en faisant valoir que «ils nous trompent, ils ne font aucun lien avec la vie moderne»⁵⁶.

La situation s'expliquait tout d'abord par la nature de la formation professionnelle du personnel didactique qui avait enseigné *le Communisme Scientifique*, *l'Histoire du PCUS* ou à d'autres sujets idéologiques, et celui-ci a été maintenu aux chaires, en reprenant

les nouveaux cours de manière formelle, sans une formation préalable ou une reconversion professionnelle. Dans de nombreux cas, le manque de courage et de volonté, le manque de la littérature spécialisée, autre que la littérature soviétique, n'ont engendré que des changements lapidaires et superficiels. Ainsi, les professeurs continuaient leur activité de la manière dont ils étaient habitués et formés pour accomplir la mission des soviétiques - relever «de manière significative le niveau théorique, idéologique et méthodique de l'enseignement des sciences sociales afin d'inoculer aux futurs spécialistes la conception marxiste-léniniste sur la vie et afin de former un spécialiste avec de solides croyances idéologiques»⁵⁷.

Les affirmations des étudiants étaient confirmées aussi par certains chefs des chaires spécialisées⁵⁸, et par certains professeurs qui ont reconnu que les thématiques abordés lors de ce cours étaient «au niveau des années '60»⁵⁹ et que «en principe, seuls les noms des cours socio-humaines ont changé, mais moins leurs contenus»⁶⁰.

Les administrations des écoles supérieures comprenaient que «la situation des sciences sociales [...] à travers le pays, rappelle un malade qui a besoin d'aide, mais qui au lieu d'être aidé, reçoit une gifle»⁶¹. Certains recteurs ont proposé de couper le nœud gordien et de les exclure du curriculum. Cependant, les sénateurs n'ont pas voté les propositions des recteurs, arguant que «le nombre et le contenu des cours sociaux doivent être adaptés aux compétences des diplômés. Bien sûr, si «nous voulons former des technocrates», nous pouvons exclure du curriculum les cours sociaux, mais dans le monde entier les cours humaines ne sont pas négligés»⁶².

La situation n'est pas restée en dehors de la vigilance de la Section de l'éducation pour l'idéologie du Comité Central du PCM, qui estimait dans une note informative que «lors des certains séminaires sur les sciences humaines à l'Université d'État de Moldova on permet des pourparlers libres», mais les superviseurs du parti mentionnaient que «ces mesures ne sont pas suffisantes car on retarde l'élaboration de la conception de l'enseignement des cours sociaux» et que «la plupart des spécialistes de ce domaine restent en dehors des processus de restructuration qui se déroulent dans le pays, ils maintiennent leurs positions dogmatiques pendant la période de stagnation et ils n'ont pas déterminé leurs positions idéologiques et pédagogiques»⁶³.

Le caractère timide et difficile du processus de désidéologisation des sciences sociales et des cours universitaires s'est aussi manifesté dans la zone symbolique: les monuments et les plaques commémoratives de Lénine ou des certains militants du parti étaient à peine éloignés des espaces académiques. Par exemple, pour «enlever la plaque commémorative en l'honneur de Grigori Kotovski et le monument de V.I. Lénine du bâtiment d'études de la Faculté de Philologie de l'Université d'État de Moldova, le Comité Démocratique de la Jeunesse de la faculté a interpellé des dizaines de fois l'administration de l'Université»⁶⁴.

Conclusions: À la fin des années '80, l'école supérieure soviétique a subi des transformations radicales, un processus lourd, lent et douloureux qui devait purifier l'enseignement supérieur de l'héritage du totalitarisme et des illusions tragiques de la doctrine communiste. L'école supérieure a gagné de nouvelles valeurs civiques au cours de cette période et a partagé avec toute la société les difficultés de passage à un nouvel ordre social.

La désidéologisation et l'humanisation de l'enseignement supérieur qui devaient avoir lieu en même temps que la restructuration de l'école supérieure, ont été réalisées en trois étapes, dont chacune a été initiée, stimulée et minutieusement suivie par les autorités soviétiques de l'état et du parti. Lors de la première étape, entre les années 1987-1989, la désidéologisation n'était pas un objectif et même pas une intention. «L'invitation» de Gorbatchev à restructurer l'enseignement supérieur afin de le professionnaliser pour assurer les réformes économiques, a été reprise et promue depuis mars 1987 par le Comité Central du PCUS. Le parti ne pouvait pas perdre le contrôle de la perestroïka de l'enseignement supérieur - un domaine important et stratégique. Toutefois, les autorités ont suivi une logique binaire, qui s'est avérée contradictoire à la fois parce que l'appel à professionnaliser l'enseignement supérieur par l'adoption et la mise en place des réalisations scientifiques universelles ne pouvait pas coexister avec la conservation de l'arsenal et des rhétoriques idéologiques dans l'enseignement. Lors de cette première étape, la politique soviétique dans l'enseignement supérieur associée à tous les événements et les processus qui ont secoué la société soviétique ont créé des conditions et des facteurs qui revendiqueront la nécessité d'exclure l'idéologie de l'enseignement d'une part, et les efforts concertés des autorités pour le maintenir là grâce aux sciences idéologiques. Bien qu'elle invitait à la démocratisation et à l'humanisation de l'enseignement supérieur, à ce stade, «la restructuration» des sciences sociales était superficielle et conjoncturelle, sans métamorphoses de fond.

Lors de la deuxième étape (1989-1990), la désidéologisation de l'enseignement supérieur est institutionnalisée pour éviter l'évolution «non désirée» de ce processus, surtout si l'on tient compte des succès du mouvement national de la RSSM, du «révolutionnisme» et de l'enthousiasme des étudiants, mais aussi de la création d'au moins deux groupes du personnel des enseignants chercheurs dans les établissements d'enseignement moldaves. L'État et le parti ont choisi d'être les initiateurs de la désidéologisation, adoptant des décisions et des lettres méthodiques dans lesquelles ils «recommandaient» des actions de désidéologisation et de restructuration des cours sociaux et l'organisation des séminaires, des conférences et d'autres réunions avec les responsables qui enseignaient les sciences sociales, afin de s'assurer de la trajectoire «correcte» du processus. Les cours idéologiques sont supprimés, décongestionnant idéologiquement les curricula universitaires. Ceux-ci sont remplacés par d'autres cours socio-humaines et on assistera au commencement d'un processus poignant de développement du curriculum didactique et scientifique pour assurer leur enseignement et leur apprentissage. Certains universitaires s'engagent ardemment dans le processus de renouvellement des cours socio-humaines, les étudiants soutenant et motivant leurs efforts. Cependant, la phobie des «dangers imaginaires» liés au changement de certains universitaires fidèles aux stéréotypes idéologiques et politiques, d'une part, et le manque de professionnalisme, la pénurie de ressources didactiques et scientifiques, le manque de formation professionnelle dans les nouveaux domaines, d'autre part, ont entraîné la résistance et la réticence de certains enseignants à l'égard des réformes en cours, retardant le processus de désidéologisation de l'école supérieure de la RSSM.

Une nouvelle étape dans le processus de désidéologisation de l'enseignement supérieur moldave commence en août 1990, et cette fois-ci à l'initiative des autorités, mais des

autorités républicaines, sous l'influence de la déclaration de la souveraineté de la RSS de Moldavie. Bien que la dépolitisation soit confondue avec la désidéologisation, la décision du Ministère de la Science et de l'Éducation de la RSSM a enthousiasmé les universitaires et a stimulé le processus de désidéologisation. On essayera la décongestion idéologique des contenus des cours socio-humaines, qui seront aussi enseignés en roumain, les universitaires les plus audacieux adapteront leur discours en créant une approche didactique et scientifique basée sur les réalisations de la science moderne, du pluralisme et des principes démocratiques, tandis que les autorités universitaires assumeront de nouvelles politiques de personnel et adapteront les structures organisationnelles pour assurer la restructuration de l'enseignement supérieur, y compris par sa désidéologisation. Les professeurs qui n'ont pas renoncé aux «vérités» idéologiques et à l'articulation rituelle des postes officiellement agréés ou approuvés ont été disqualifiés par les étudiants, dont beaucoup ont renoncé aux postes universitaires.

La désidéologisation a été un «choc culturel» pour les professeurs qui enseignaient les cours «idéologiques». Il y aurait plusieurs facteurs qui ont déterminé leur ancrage dans les contenus/les idées/les méthodes soviétiques et leur résistance au processus de désidéologisation de l'enseignement. Parmi *les facteurs objectifs*, on peut citer la mentalité et/ou les stéréotypes d'un *homo sovieticus* inoculés par le régime soviétique, grâce à la formation et à l'éducation idéologique bien fondée dans les écoles du parti ou dans les écoles supérieures du Centre, celles-ci étant associées à la mentalité traditionnelle historique et culturelle et à la fragilité des traditions et de la culture démocratique dans la RSS de Moldavie.

D'autre part, la nature subjective a elle aussi conditionné la réticence et a obligé les professeurs dogmatisés à se conformer formellement aux décisions de la désidéologisation de l'enseignement supérieur et à reporter la reconceptualisation du contenu et des méthodes d'enseignement. Parmi les facteurs subjectifs on peut notamment citer: l'inertie sociale de certains enseignants, résultant du fait d'être habitué au manque de liberté, et de l'orientation de ceux-ci envers l'autoritarisme et le système administratif de commandement et de réglementation des processus éducatifs, auxquels on peut encore ajouter la servitude complexe (servilité) des autorités/du pouvoir et le manque de tolérance envers d'autres idéologies et d'autres stéréotypes de la conscience sociale. C'était une situation frustrante, comparable au dilemme du détenu, incarcéré pendant de nombreuses années en prison: il voudrait beaucoup quitter la prison, mais il était ébranlé par l'incertitude que la vie en liberté pourrait être beaucoup plus lourde que dans la cellule. En dehors de la soi-disant «zone de confort» créée par le système soviétique, le professeur est sorti de la «stabilité idéologique» assurée par le régime communiste, lorsque toutes les «vérités» sont venues «d'en haut» et on ne devait pas s'efforcer pour les découvrir et les discuter. C'était une situation contradictoire et confuse dans laquelle, d'une part, il n'y avait plus l'ancien état totalitaire soviétique, et d'autre part, il continuait son existence post mortem; d'une part, on voulait des réformes pour construire «un socialisme à visage humain» et, d'autre part, celles-ci déconcertaient et provoquaient du chaos et de la destruction, fait qui s'est reflété dans le processus de désidéologisation de l'enseignement supérieur. Certains enseignants se sont demandés *quo vadis*, mais ils ont préféré attendre le passage du temps.

Toutefois, la perestroïka, et la désidéologisation de l'enseignement supérieur, entre les années 1987-1991, «ont changé le visage» de l'enseignement supérieur moldave, au moins en renonçant aux cours et aux contenus académiques idéologiques, en condamnant les préjugés idéologiques et en libérant la conscience sociale et nationale. La véritable désidéologisation de l'enseignement supérieur ne peut être réalisée que si les éléments constitutifs appartiennent à une construction scientifique et non pas idéologique, une situation possible et réalisable après l'indépendance de la République de Moldova.



Notes

1. Ханин Г. И. *Высшее образование и российское общество*. Dans: ЭКО, 2008, nr.8-9, http://www.econom.nsc.ru/eco/arhiv/ReadStatiy/2008_09/Hanin/ (consulté le 18.07.2015)
2. *Direcțiile principale ale restructurării învățământului superior și mediu de specialitate în țară*. Dans: Pedagogul Sovietic, 1987. nr. 6; «О мерах по коренному улучшению качества подготовки и использования специалистов с высшим образованием в народном хозяйстве. Постановление ЦК КПСС и Совета Министров СССР от 13 марта 1987 г. № 325» - http://www.school.edu.ru/laws.asp?cat_ob_no=5955&ob_no=5015&coll.ob_no_to. - (consulté le 23.07.2015)
3. Постановление ЦК КПСС, Совмина СССР от 13.03.1987 n 325 «О мерах по коренному улучшению качества подготовки и использования специалистов с высшим образованием в народном хозяйстве». - <https://www.lawmix.ru/sss/5392> (consulté le 9.05.2016)
4. Постановление ЦК КПСС, Совмина СССР от 13.03.1987 n 325 «О мерах по коренному улучшению качества подготовки и использования специалистов с высшим образованием в народном хозяйстве». - <https://www.lawmix.ru/sss/5392> (consulté le 9.05.2016)
5. С.А. Даньшина, *Развитие отечественного высшего обществоведческого образования во второй половине XX века*, în Вестник Удмуртского Университета, История и Филология, Выпуск 3, Ижевск, 2012, с. 123-124. (http://vestnik.udsu.ru/2012/2012-053/vuu_12_053_19.pdf).
6. Постановление ЦК КПСС, Совмина СССР от 13.03.1987 n 325 „О мерах по коренному улучшению качества подготовки и использования специалистов с высшим образованием в народном хозяйстве”. - <https://www.lawmix.ru/sss/5392> (consulté le 9.05.2016)
7. Учебные планы 1985-1991. L'archive courante de MSU.
8. Pour plusieurs détails à consulter: Liliana Rotaru. *Tentative de implementare a legislației lingvistice în școala superioară din RSS Moldovenească. 1989-1991*. Dans: Tyragetia serie nouă, vol. XI [XXVI], nr. 2, Istorie. Muzeologie, Chișinău, 2017
9. Archives de l'Université d'Etat de Moldavie (ASUM). F.1, inv. 1, nr. 4087, f. 1, 24.
10. AUSM, F.1, inv.1, d.4087, f. 44.
11. AUSM, F.1, inv.1, d.4266, f.7.
12. AUSM, F.1, inv.1, d.4087, f.40, 45, 48, 53,54.
13. *Ibidem*, f. 95.
14. Постановление ЦК КПСС, Совмина СССР от 13.03.1987 n 325 «О мерах по коренному улучшению качества подготовки и использования специалистов с высшим образованием в народном хозяйстве». - <https://www.lawmix.ru/sss/5392>
15. AUSM, F.1, inv.1, nr.4274, f.13.
16. *Ibidem*, f. 1.
17. *Ibidem*, f.4-5

18. Eremia Ion. *Educația ateistă la USM – o experiență nereușită a autorităților sovietice. În: Educație și viață spirituală în Basarabia. Tradiții și perspective.* Chișinău, 2015, p. 280.
19. Даньшина С.А. *Развитие отечественного высшего обществоведческого образования во второй половине XX века*, Dans: Вестник Удмуртского Университета, История и Филология, Выпуск 3, Ижевск, 2012, с. 123-124. (http://vestnik.udsu.ru/2012/2012-053/vuu_12_053_19.pdf).
20. Arhiva USM, F. 1, inv. 1, d. 4601, f. 42.
21. Кишиневский Университет. Nr. 26 (1606), 23 noiembrie 1989, p. 4.
22. AUSM, F. 1, inv. 1, d. 4598, f. 158.
23. *Ibidem.*
24. Cașu Igor, Șarov Igor. *Republica Moldova de la perestroică la independență 1989-1991: Documente secrete din arhiva CC al PCM.* - Chișinău, Cartdidact, 2011, p. 256-257.
25. *Ibidem.*
26. Даньшина С.А. *Развитие отечественного высшего обществоведческого образования во второй половине XX века*, Dans: Вестник Удмуртского Университета, История и Филология, Выпуск 3, Ижевск, 2012, с. 123-124. (http://vestnik.udsu.ru/2012/2012-053/vuu_12_053_19.pdf).
27. AUSM, F.1, inv.1, d.4269, f.4-5.
28. AUSM, F.1, inv.1, d.4618, f.102.
29. AUSM. F.1, inv.1, d.4091, f.22.
30. AUSM, F.1, inv.1, d.4602, f.52.
31. AUSM, F.1, inv.1, d.4601, f.62-63.
32. AUSM, F.1, inv.1, d.4601, f.38.
33. AUSM, F.1, inv.1, d.4602, f.62.
34. AUSM, F.1, inv.1, d.4266, f.73-74.
35. *Ibidem*, f.75.
36. *Ibidem*, f.1-2.
37. Даньшина С.А. *Развитие отечественного высшего обществоведческого образования во второй половине XX века*, Dans: Вестник Удмуртского Университета, История и Филология, Выпуск 3, Ижевск, 2012, с. 123-124. (http://vestnik.udsu.ru/2012/2012-053/vuu_12_053_19.pdf).
38. *Republica Moldova de la perestroică la independență. 1989-1991.* Documente secrete din arhiva CC al PCM. –Chișinău: Cartdidact, 2011, p. 257.
39. AUSM, F.1, inv.1, d. 4269, f. 4-5.
40. *Ibidem*, f.45.
41. *Ibidem*, f.12-13.
42. *Ibidem*, f.21.
43. *Ibidem*, f.40.
44. *Ibidem*, f.15-16.
45. AUSM, F.1, inv.1, d.4266, f.5-6.
46. AUSM, F.1, inv.1, d.4399, f.92.
47. AUSM, F.1 inv. 1, d.4618, f.101-102.
48. AUSM, F.1, inv.1, d.4266, f.77.
49. AUSM, F.1 inv. 1, d.4618, f.103-104.
50. AUSM. F.1, inv.1, d.4604, f.102.
51. *Ibidem.*
52. AUSM, F.1, inv.1, d.4269, f.31, 33, 36-37.
53. *Ibidem*, f.55.
54. *Ibidem.*
55. AUSM, F.1, inv.1, d.4602, f.62.
56. *Ibidem*, f.92

57. Постановление ЦК КПСС, Совмина СССР от 13.03.1987, N 326. «О повышении роли вузовской науки в ускорении научно-технического прогресса, улучшении качества подготовки специалистов». - <http://www.lawru.info/dok/1987/03/13/n1181158.htm> (consulté le 26.07.2015); Решение Ученого Совета КГУ имени В.И.Ленина «О новых формах и методах преподавания общественных наук в условиях перестройки». Dans: AUSM, F.1, inv.1, d. 4601, f. 58.
58. AUSM, F.1, inv.1, d.4603, f.83.
59. AUSM, F.1, inv.1, d.4266, f.75.
60. AUSM, F.1, inv.1, d.4602, f.62.
61. *Ibidem*.
62. *Ibidem*.
63. *Republica Moldova de la perestroikă la independență.1989-1991*. Documente secrete din arhiva CC al PCM. Chișinău: Cartdidact, 2011, p. 256.
64. AUSM. F.1, inv.1, nr.4605, f.9.

Abstract

The de-ideologization of higher education in Moldavian Soviet Socialist Republic.

At the end of the 1980s, the Moldovan higher SSR School was included by the Soviet authorities in a process of radical transformation, which initially pursued the goal of professionalizing higher education to support economic perestroika. The crisis of the Soviet system and the success of the national movement involved the de-ideologization of higher education and the extinction of the legacy left by totalitarianism and the tragic illusions of the communist doctrine. The de-ideologization of higher education has taken a number of stages in the period 1987-1991, from the elimination of ideological disciplines in educational programs to the ideological decongestion of the contents of socio-humanistic subjects, and the small successes of the process of de-ideologization being delayed by a number of objective and subjective factors.

Keywords

de-ideologization, perestroika, higher education, Soviet Union, Moldavian Soviet Socialist Republic (MSSR), ideological disciplines, teaching-scientific staff.